

### Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	27 août 2018	3 septembre 2018
Quorum 57		
Votants 74		
Suffrages exprimés : 74		

### Séance du 12 septembre 2018

N°180912-43

L’an deux mil dix-huit, le 12 septembre à 19 h 00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

#### Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Chantal BERTEAU, Pierre-Luc BILLIEZ, Jean-François BOQUET, Didier BOULLARD, Jean BUGEON, Danièle CAMINADE, Philippe CARREIN, Jean-Louis CHAUVENSY, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Marc COPPENS, Odile COUROYER, Stéphane DEGEMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Jean-Claude DUBOC, Philippe DUFOUR, Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux), Isabelle DUJARDIN (Thiouville), Annie DUMENIL, Philippe ETIENNE, Patrice FAUCON, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Daniel FREBOURG, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Christiane HERVIEUX, Pierre-Yves JEGAT, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, François-Pierre LECLUSE, Jacques LEFRANCOIS, Yves LEFRIQUE, Daniel LEGROS, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPAERT, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Hervé MOUQUET, Yvon PESQUET, Alain POILVE, Joël SALLE, Michel SERY, Jean-Pierre THEVENOT, Pascal VANIER, Michel VIARD et Patrick VICTOR.

#### Etaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean-Marie GEORGES représenté par Mme Maryvonne SCHILD  
M. Didier LEMAISTRE représenté par M. Bruno THUNE  
M. Daniel SEIGNEUR représenté par M. Denis GUEDIN

#### Etaient absents excusés avec pouvoir :

M. Rémy BELLANGER a donné pouvoir à M. Jérôme LHEUREUX  
M. André-Pierre BOURDON a donné pouvoir à Mme Chantal BERTEAU  
M. Luc BREANT a donné pouvoir à M. Yvon PESQUET  
M. Hubert BUQUET a donné pouvoir à M. Michel VIARD  
M. Raymond CARPENTIER a donné pouvoir à M. Jean-Marie FERMENT  
Mme Christine CHANGEUX a donné pouvoir à Mme Annie DUMENIL  
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Alain POILVE  
M. Jacques CHEVALLIER a donné pouvoir à M. Jean-Claude DUBOC  
Mme Marie-Louise DOULET a donné pouvoir à M. Jean-Pierre THEVENOT  
M. Thierry FABAREZ a donné pouvoir à M. Hervé MOUQUET  
Mme Brigitte HATTON a donné pouvoir à M. Pierre-Yves JEGAT  
Mme Agnès LEDUC a donné pouvoir à M. Pascal LARGILLET  
M. Michel LIEURY a donné pouvoir à M. Patrice FAUCON  
Mme Françoise MARIE a donné pouvoir à M. Jean-Marc COPPENS  
M. Nicolas MOLETTE a donné pouvoir à Mme Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux)  
M. Régis PETIT a donné pouvoir à M. Daniel LEGROS  
M. René VIMONT a donné pouvoir à M. Gérard COLIN

#### Absents :

MM Maurice BEAUFILS, Bertrand CARPENTIER, Jean-Michel COLOMBEL, Jean-Luc COTTARD, Enrick DE BRABANDERE, Laurent GODEFROY, David LAMBION Alain LETARD, Paul MENARD et Mmes Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH et Marie-Pierre VASLIN

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Maryvonne SCHILD a été élue secrétaire de séance.

\*.\*.\*

#### **Objet :**

**COOPERATION DECENTRALISEE - Subvention à la Commune Territoriale d’Ouled Boussaken**

**N°43**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre, notamment son article 9.13,

Vu le protocole de coopération décentralisée, signé le 22 novembre 2007 entre la Commune Rurale d'Ouled Boussaken et la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Considérant que la Communauté de Communes a apporté en 2006 et 2007 son concours financier à la Commune d'Ouled Boussaken via l'Association des Amis du Village de Tmamna (AAVT) afin de participer au développement et à l'amélioration des conditions de vie des habitants,

Considérant que les aides octroyées ont permis la réalisation de forages, l'installation de conduites d'eau, la construction de châteaux d'eau et de bornes fontaines, d'adduction entre châteaux d'eau et les écoles (...),

Considérant que la Commune d'Ouled Boussaken a pris l'engagement de construire 4 châteaux d'eau pour 4 Douars (petit village ou groupement d'habitations rurales),

Considérant que le coût global de l'opération est estimé à la somme de 100 000€,

Considérant que la Commune d'Ouled Boussaken sollicite une subvention d'un montant de 50 000€,

Vu l'inscription des crédits au budget,

Vu la consultation des services de la perception de Cany-Barville sur les modalités de versement de ladite subvention, au profit d'un tiers disposant d'un compte hors zone SEPA,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en sa séance du 30 août 2018,

**Le Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **accepte d'accorder une subvention à hauteur de 50 000 € à la Commune d'Ouled Boussaken pour l'alimentation en eau de 4 Douars,**
- **autorise le Président à signer la convention et tous les documents s'y rapportant.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- o à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- o deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,

Le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 13 - Séance du 14/09/18 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture : 20/09/18

Date de publication : 20/09/18 Le Président.

G. COLIN



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20180912-180912-43-DE  
Date de télétransmission : 20/09/2018  
Date de réception préfecture : 20/09/2018

